

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Formation d'OSC aux techniques de plaidoyer

Du 16 au 18 avril, DCAF a délivré une formation sur les techniques de plaidoyer au profit d'organisations de la société civile (OSC) actives dans le domaine du journalisme et du dialogue intercommunautaire. Un plaidoyer efficace permet d'augmenter l'impact des organisations à travers l'adaptation de la forme des messages à l'audience et notamment lors de plaidoyer auprès des décideurs politiques. Un total de 26 participants dont 12 femmes issus de sept OSC ont échangé sur la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS), en particulier sur la participation de la société civile au contrôle du secteur de la sécurité. Après avoir échangé sur les thématiques de GSS, les OSC ont exploré les dimensions théoriques du plaidoyer et partagé leurs bonnes pratiques avant d'entraîner les nouvelles connaissances acquises à travers divers exercices de mise en situation. Les participants ont témoigné de leur satisfaction vis-à-vis de la formation tout en exprimant le souhait d'approfondir les compétences acquises.



Formation des membres de la CAEDS sur le PREV et le genre

En collaboration avec DCAF, la Commission des affaires étrangères, de la défense et de la sécurité (CAEDS) a organisé une session de renforcement des capacités de ses membres en matière de genre et prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent (PREV). Du 23 au 25 avril, les 15 participants dont trois femmes ont exploré les facteurs de radicalisation ainsi que les manifestations et les conséquences de l'extrémisme violent dans le contexte burkinabè. Une session a particulièrement mis en évidence l'importance du genre dans la PREV en couvrant des concepts essentiels tels que le genre, l'égalité de genre et la budgétisation sensible au genre afin de s'assurer de la compréhension commune de ces termes. Lors de la discussion sur le contexte burkinabè, les progrès considérables dans le domaine de l'intégration des femmes dans les forces de défense et de sécurité (FDS) ont été soulignés tout en notant qu'une des difficultés principales réside dans l'accès à des postes à responsabilités par les femmes membres des FDS. Suite à l'analyse de la situation, les participants ont échangé sur les causes de radicalisation et ont identifié le manque de cohésion sociale comme une source majeure de ce phénomène. Les nombreux échanges et discussions ont ainsi nourri les recommandations de pistes d'actions qui se sont focalisées sur le renforcement de la cohésion sociale et du vivre ensemble, notamment par une plus grande implication de l'ensemble des couches sociales dans la PREV, le développement et la diffusion de messages soutenant la déradicalisation ainsi que l'organisation d'un forum national sur la réconciliation.



Formation des comités locaux de contrôle citoyen sur le suivi des VBG

En partenariat avec le Groupe de Recherche-Action sur la Sécurité Humaine (GRASH) et le Centre pour la Qualité du Droit et la Justice (CQDJ), DCAF a organisé une formation sur les mécanismes de suivi et de référencement des cas de violences basées sur le genre (VBG) au profit des comités locaux de contrôle citoyen des régions du Centre-nord et de l'Est. Du 23 au 25 avril, la formation a regroupé 30 participants dont 13 femmes à Kaya et a permis dans un premier temps de faire le point sur le contexte sécuritaire dans les régions du Centre-Nord et de l'Est en faisant particulièrement ressortir les difficultés liées à la promotion et la défense des droits humains. Ensuite, la Commission nationale des droits humains (CNDH) a présenté ses missions et attributions aux comités dans le but de leur faire connaître les voies de recours et de saisines. Enfin, les comités

locaux de contrôle citoyen des régions du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle de Mouhoun ont présenté le bilan de leur opérationnalisation. Ils ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis de leurs compétences en matière de dénonciation des cas de violations des droits humains tout en soulignant des difficultés liées au contexte sécuritaire et au déplacement forcés des populations. Ils ont formulé des recommandations portant sur la sécurisation du territoire et, en matière de prise en charge des VBG, ils recommandent un renforcement des actions de prévention, une réponse multisectorielle et une meilleure prise en charge des victimes et survivants.

MALI



Dialogue entre les organisations de femmes et de jeunes de San

Le 18 avril, DCAF a organisé un dialogue entre les organisations de femmes et de jeunes afin d'échanger sur leurs préoccupations sécuritaires et ainsi identifier leurs priorités qui seront communiquées durant la réunion du comité consultatif de sécurité (CCS) communal et régional. Ce dialogue permet une concertation élargie de la société civile et ainsi d'inclure plus de voix que celles participant aux réunions des CCS en transmettant les recommandations émises durant ce dialogue. Les 40 participants dont 21 femmes issus de diverses organisations de la société civile (OSC) ont formulé un total de 16 recommandations dont notamment la création d'opportunités de formation pour les femmes et les jeunes, l'introduction de cours de civisme et de morale dans les programmes scolaires du premier cycle, la création de centres de formation socioprofessionnels pour les jeunes déscolarisés et non scolarisés et la création de trois stations d'eau dans la commune pour les services de la protection civile.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)